

*GROUPE DE TRAVAIL
BRITANNIQUE SUR LES
ARMEMENTS*

*Des armes en provenance du
Royaume-Uni et d'autres pays
de UE sont utilisées au Timor
oriental alors que s'ouvre une
réunion secrète sur le Code de
conduite en matière
d'exportation d'armements
Index AI : IOR 61/01/99*

*Alors que des centaines de
Timorais de l'Est viennent d'être tués
ou blessés et que plus d'une centaine
de milliers d'entre eux ont dû fuir,
les informations selon lesquelles des
armements européens - tels que les
avions de combat britanniques Hawk
- sont utilisés là-bas soulignent à
quel point il convient de renforcer
l'efficacité du Code de conduite de
l'Union européenne sur les
exportations d'armements, quelque
quinze mois seulement après sa
signature. La crise au Timor oriental
devrait donner à réfléchir aux hauts
fonctionnaires des pays de l'UE qui se
réunissent à Bruxelles ce mardi
21 septembre pour procéder au bilan
de la première année d'application
du code.*

*Les 15 pays membres de l'UE
avaient adopté le code en juin 1998*

*afin d'« instaurer des normes
communes élevées » pour les
exportations d'armes à partir de la
région. Ce bilan annuel fournit
l'occasion idéale d'évaluer l'incidence
du code sur la suspension des ventes
d'armes à l'étranger, qu'elles soient
destinées à ceux qui bafouent les
droits humains ou bien aux zones de
tension. Mais étant donné le manque
de transparence, il sera impossible de
savoir si cette occasion aura bien été
saisie.*

*Il existe un risque réel que les
modalités d'examen ne permettent
ni aux parlements, ni au public de
demander aux gouvernements de
l'UE de rendre des comptes sur leur
politique de ventes d'armes à
l'étranger. Chaque État membre est
tenu de distribuer aux autres un
rapport exposant la manière dont il*

a appliqué le code, mais tout cela se fait dans le secret. De hauts fonctionnaires rédigent ensuite un bilan d'ensemble dans un rapport consolidé soumis au Conseil des ministres de l'UE. Il est d'une importance vitale que les pays membres de l'UE rendent public ce rapport consolidé.

Voici un an, le groupe de travail britannique sur les armements¹ avait salué, dans le code de conduite de l'UE, un premier pas important vers une politique d'exportation d'armes plus responsable. Les ONG n'en avaient pas moins appelé les gouvernements de l'UE à renforcer le code, en remédiant à un certain nombre de points faibles qui en réduisaient l'efficacité. Un an plus tard, aucun progrès sérieux n'a vraiment été accompli à cet égard.

La procédure de l'examen annuel

- l'instauration d'un contrôle des trafiquants d'armes - le gouvernement allemand a bien proposé diverses règles que l'UE pourrait appliquer aux intermédiaires spécialisés, mais les gouvernements tardent à réagir, ce qui veut dire que les citoyens de l'UE sont toujours libres d'organiser des livraisons d'armements destinés aux zones où des conflits sont en cours ou les droits humains bafoués.

devrait fournir l'occasion de s'entendre, de toute urgence, sur un calendrier bien défini qui permettrait de mettre fin aux failles, grâce à des mesures collectives telles que :

- la création d'un système commun de contrôle de l'utilisation finale des armements une fois qu'ils sont exportés - le fait que des avions de combat Hawk soient utilisés au Timor oriental démontre bien le caractère inadapté du dispositif en vigueur ;
- une réglementation de la production sous licence, de sorte que les firmes telles que FN Herstal (société belge qui a transféré en Indonésie ses techniques de fabrication de fusils d'assaut) devraient recevoir l'agrément de leur gouvernement avant de signer quelque contrat que ce soit ;

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:

David Holland, Saferworld,
44-171-580-8886 ; domicile:
44-171-254-4972

Damian Lily, International Alert,
44-171-793-8383

Michael Crowley, Amnesty
International, 44-171-413-5543

Sally Chin, BASIC,
44-171-407-2977 ou
44-403-498-538

' Le groupe de travail britannique sur les armements regroupe Amnesty International, le British American Security Information Council (BASIC, Conseil américano-britannique d'information sur la sécurité), Christian Aid, International Alert et Saferworld.